

COMME PARTOUT EN EUROPE TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATIONS UNITAIRES LE 14 NOVEMBRE 2012 !

Que ce soit en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Irlande...les politiques d'austérité que mènent les gouvernements à la solde du patronat ont pour conséquences une baisse du pouvoir d'achat, le développement de la pauvreté, la casse du code du travail, des licenciements massifs...

En France, pays relativement épargné du fait des luttes et d'un certain niveau de protection sociale, n'en est pas moins secoué par les stratégies patronales qui visent à toujours plus de profit. Cela se concrétise par des délocalisations, des licenciements, du développement de la précarité et de la pauvreté.

Dans ce contexte, le 6 novembre apparaît comme l'amorce d'une nouvelle phase en France. Suite au mémorandum de Montebourg, et au rapport Gallois le gouvernement a annoncé 35 mesures dans un pacte de compétitivité, habillage cynique de ce que le Medef nomme le choc de compétitivité. Elles seraient destinées à combler les déficits, dans le droit fil du traité européen voté ces dernières semaines.

Grèce : Grève générale

Espagne : Grève générale

Portugal : Grève générale

Italie : Manifestation nationale à Rome

Roumanie : Manifestation régionales

Allemagne, Belgique et

Royaume Uni : Grèves et actions ponctuelles.

Mais ces mesures ont comme dénominateurs communs les exonérations de cotisations sociales. Autrement dit, il s'agit de faire payer le déficit par une baisse de salaire. En effet, le salaire comporte à la fois les cotisations patronales et les cotisations salariales. Toucher à l'un ou l'autre de ces éléments revient donc à baisser le salaire.

Chacune et chacun sait que cette politique ne peut conduire qu'à une impasse pour les salarié-e-s. Non seulement ceux-ci ont déjà donné depuis plusieurs années, la part des salaires dans la valeur ajoutée ayant baissée de plusieurs points, mais surtout les mesures d'exonérations de cotisations n'ont jamais créé d'emplois depuis qu'elles ont été mises en œuvre. Les différents rapports, y compris celui de la cour des comptes en attestent. En fait sous couvert de baisses des cotisations sociales, il s'agit de mettre bas notre protection sociale et financer les profits des entreprises.

Les conséquences sociales de ces politiques, nous les connaissons : encore plus de pauvreté, de chômage, de précarité...une société dont la seule variable d'ajustement serait les travailleurs. Le patronat ne pouvait trouver mieux.

Il nous appartient de créer les conditions pour obliger les gouvernements à changer de politique économique. Après avoir écouté les sirènes du patronat depuis des semaines avec matraquage idéologique à l'appui, il serait temps que les travailleurs soient entendus. Tel est le sens de cette journée.

Fédération CGT des Sociétés d'Etudes



Face aux pressions patronales, les salariés par leur mobilisation, doivent relever le défi

Le Medef fait la sourde oreille aux attentes des salariés mais se mobilise pour mettre le gouvernement sous pression. Alors que des millions de salariés paient les dégâts de la crise sur leurs salaires et leurs emplois, alors que les inégalités ne cessent de s'accroître, ce sont les patrons qui se prétendent être les pigeons des politiques gouvernementales.

Alors que les dividendes versés aux actionnaires et les revenus financiers des grands groupes battent des records, les patrons du CAC 40 se liguent pour exiger du gouvernement un transfert massif des cotisations sociales sur les ménages (hausse de la TVA) et de nouvelles coupes dans les dépenses publiques.

A la demande du gouvernement, une négociation sur la sécurité de l'emploi est en cours. Face aux mesures portées par les syndicats visant plus de sécurité pour les salariés, le Medef demande, au contraire, plus de flexibilité et moins de possibilités de recours juridique face aux plans de licenciement.

De la même manière, dans la négociation qui va s'ouvrir sur les retraites complémentaires ARRCO et AGIRC, le Medef revendique

l'abaissement des droits concernant 18 millions de salariés actifs du privé et 11 millions de retraités.

Il faut, au contraire, comme pour l'ensemble de la protection sociale, une augmentation des ressources notamment la mise à contribution des revenus financiers et par une réforme de la cotisation employeurs pénalisant les suppressions d'emplois.

Par notre mobilisation le 14 novembre, renversons la pression: les salariés ne doivent pas être les pigeons des exigences patronales et des traités européens.

Pour sortir de la crise, aucun des problèmes économiques (financement des retraites et de la protection sociale, rééquilibrage de notre commerce extérieur, financement de l'Etat et des collectivités territoriales, pouvoir d'achat....) ne peuvent être résolus sans de vigoureuses politiques de développement industriel, de l'emploi, de revalorisation salariale et des retraites, de lutte contre la précarité.

Le 14 novembre, mobilisons-nous massivement en France, comme partout en Europe, pour dire non aux politiques d'austérité, oui au progrès social.

LA CRISE C'EST EUX : LA SOLUTION C'EST NOUS !



BULLETIN D'ADHESION

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : / / / / / / Ville :

Téléphone : / / / / / / / / / / Courriel :@.....

Fédération :

Entreprise :

Merci de nous retourner ce bulletin à l'adresse ci-dessous

Fédération CGT des Sociétés d'Etudes